

En Wallonie, les eaux usées pourraient aider à traquer le virus

Anticiper l'explosion de cas de Covid plutôt que continuer à courir derrière la maladie." La députée wallonne Diana Nikolic (MR) souhaite que les informations que la SPGE (Société publique de gestion de l'eau) et la start-up E-Biom tirent chaque jour de l'analyse des eaux usées soient rendues publiques. "En décidant d'analyser les eaux usées il y a déjà plusieurs mois de cela, la Wallonie a démontré qu'elle pouvait être à la pointe. Je regrette que ces informations ne sont pas utilisées pour lutter contre l'épidémie." La députée de la majorité explique que ces données sont envoyées à trois ministres wallons (Di Rupo, Morreale et Tellier) ainsi qu'à Sciensano, qui ne les publie pas. Diana Nikolic interrogera prochainement la ministre Tellier (Écolo) qui a la tutelle sur la SPGE pour qu'elle rende ces informations publiques. "Ces données ont un caractère prédictif. En les rendant publiques en open data, cela permettra à des scientifiques de s'en saisir."

Elle considère que, "dès qu'une résurgence du virus est observée dans une station d'épuration, on pourrait envisager de développer l'analyse des eaux usées à la source, aux collecteurs, par village, par quartier... mais aussi directement dans les établissements scolaires par exemple, pour détecter rapidement des clusters et organiser le testing, les quarantaines et isolements, en amont de la propagation, en conséquence".

Les marins-pompiers de Marseille recherchent dans les égouts la présence du Covid pour réaliser chaque semaine une cartographie.

D'autres le font déjà. Les marins-pompiers de Marseille recherchent dans les égouts la présence du Covid pour réaliser chaque semaine une cartographie de l'épidémie dans la cité phocéenne. Ils considèrent qu'ils peuvent anticiper de cette manière la propagation massive du virus, avec une avance de six jours sur le dépistage classique. Au grand-duché de Luxembourg, les chiffres de la présence de Covid dans les eaux usées sont publiés de manière régulière. "Un des arguments que l'on me donne est que le fait de publier ces chiffres pourrait créer de la panique au sein de la population. Au Luxembourg, ce n'est pas le cas."

Aucun risque en matière de vie privée

Au gouvernement wallon, la ministre Tellier ne se dit pas opposée à la publication de ces données. Mais elle précise que la main est chez le ministre-Président Elio Di Rupo et la ministre de la Santé Christie Morreale (PS), qui sont en première ligne. Chez Christie Morreale, on nous explique que "des discussions doivent avoir lieu cette semaine. Le modèle prédictif pour la Belgique est en cours de développement sous la coordination de Sciensano dans le cadre de la surveillance nationale du virus. Pour l'instant ces modèles sont encore trop fragiles".

Pour le professeur Pierre Schaus de l'école polytechnique de l'UCLouvain, qui travaille sur le site covidata.be, "en rendant publiques ce genre de données, on ne prend en tout cas aucun risque pour la vie privée des gens. Le seul problème des eaux usées, c'est que ces données sont sujettes à perturbation lorsqu'il y a des intempéries. Mais, de toute façon, je ne vois pas pourquoi on ne laisserait pas les scientifiques s'en saisir. Il faut savoir que la France rendra publiques ses données sur les eaux usées dans deux jours", explique-il.

Stéphane Tassin